

Je trouve alarmant—et tous les honorables sénateurs seront sans doute de mon avis—que 56 de ces 90 millions de livres d'augmentation représentent la part du seul Québec. Ou, si l'on use d'une paraphrase, «si la pauvreté s'est accrue au Canada durant les six premiers mois de 1970, la part du seul Québec dans cet accroissement est de 62 p. 100». On peut illustrer ce processus d'une autre manière en disant que la consommation de pain par habitant s'est accrue au Québec de neuf livres, passant de 50 à 59 livres, alors qu'elle s'est accrue de 0.4 livre en Ontario, où elle est passée de 46.7 à 47.1 livres. D'après une dépêche de la *Presse canadienne* faisant état des difficultés économiques, et publiée dans un journal de ce matin en bonne place, avant les informations relatives aux difficultés politiques, dans la grande ville de Montréal, le commerce de détail a baissé de 40 p. 100 ces derniers jours.

Nous venons de traverser une grave crise politique, qui est alimentée par une inquiétante crise économique sous-jacente. Face à la crise politique, le premier ministre a montré qu'il savait prendre des décisions. Il faut qu'il se montre maintenant tout aussi décidé face à la crise économique.

Le premier ministre devrait maintenant affirmer ce que tout le pays sait déjà, c'est-à-dire qu'il existe au Canada une véritable crise économique.

Il devrait proclamer sans délai des mesures législatives d'urgence et à long terme, afin de pallier la situation. Un comité à l'échelon le plus élevé du cabinet, dirigé par le premier ministre, devrait, à mon avis, rencontrer le premier ministre du Québec, M. Bourassa, et le cabinet québécois, afin de mettre au point un programme économique d'urgence pour le Québec, dont le but serait de garantir le crédit et la solvabilité de la province, ainsi que de ses institutions commerciales, et de prendre immédiatement des mesures d'urgence afin de redonner des emplois et de fournir des revenus de base aux pauvres du Québec. Ainsi on montrerait à la population Québécoise que tout le Canada la soutient, que le Canada est disposé à donner suite à sa promesse de payer ce qu'il en coûtera pour restaurer sa santé économique. Les Canadiens savent que si le corps qu'est le Canada doit être en santé, il faut que tous ses membres le soient. Pour réussir, ce programme d'urgence pour le Québec doit faire partie d'un programme national plus vaste encore, qui devrait délivrer le pays de la régression et de la stagnation économiques.

Les vieilles politiques de Keynes ont échoué; il faut en adopter de nouvelles. Entre autres:

(1) le gouvernement devrait établir un nouveau ministère de la Planification économique et de la Production; (2) le gouvernement devrait adopter immédiatement des mesures pour redonner de l'emploi en augmentant entre autres les logements et les travaux publics aux niveaux municipal, provincial et fédéral;

(3) le gouvernement devrait établir des programmes pour prévenir les augmentations indues de prix grâce au contrôle des prix pour les industries clés;

(4) le gouvernement devrait adopter au besoin un contrôle des salaires pour empêcher les augmentations indues dans les industries clés, maintenant réputées pour le prix élevé de la main-d'œuvre et représentées pour la plupart par les syndicats les plus puissants. Si répugnante que soit toute mesure de contrôle des

[L'honorable M. Argue.]

prix ou des salaires, elle est moins répugnante et moins oppressive que les autres solutions: soit une inflation croissante ou un fléchissement économique, soit la situation actuelle où l'inflation et le fléchissement se produisent en même temps;

(5) le gouvernement devrait adopter une politique générale d'expansion, y compris des initiatives fédérales en matière d'investissements, une aide financière, des garanties de crédit et des stimulants aux placements pour donner un nouvel essor à l'emploi et à la croissance économique partout au Canada.

J'ai bon espoir que ce genre de programme de réalisme économique, tempéré par la justice économique, poussera les Canadiens du Québec, de l'Ontario, des provinces atlantiques et de l'Ouest à dire: «Voici le Canada, mon pays, et il fait bon y vivre.»

L'honorable Edward M. Lawson: Honorables sénateurs, j'ai lu que le sénateur Flynn craignait que je syndicalise le Sénat; je devrais donc peut-être parler de cela d'abord. Je tiens à donner au sénateur Flynn l'assurance que je ne syndicaliserai pas le Sénat. Notre syndicat a pour politique de ne syndicaliser que les opprimés et les déshérités.

L'honorable M. Flynn: Vous changerez peut-être d'avis d'ici quelque temps.

L'honorable M. Lawson: Je ne suis pas le seul à me demander ce que je pourrais apporter au Sénat. Ma nomination n'a pas été des plus populaires, même dans les milieux ouvriers de ma région. J'ai peut-être critiqué aussi durement le mouvement ouvrier et ses lacunes, que bien d'autres qui sont étrangers à ce mouvement. Le Conseil du travail de Vancouver a déclaré: «Que peut apporter au Sénat un homme d'âge mûr qui n'a même pas terminé ses études secondaires?» J'ai répondu, disant, «Il pourrait au moins réduire l'âge moyen à 64 ans.» Son attitude s'est cependant quelque peu radoucie à l'endroit de ma nomination; à Vancouver l'exécutif du Conseil du travail m'a envoyé un télégramme me souhaitant bonne santé, longue vie et succès au Sénat. La motion, m'a-t-on dit, avait été adoptée par huit voix contre sept.

Je me sens un peu perdu ici dans l'Est. C'est, je suppose, le résultat de ma première expérience dans ces parages. J'étais venu dans l'Est et je cherchais un endroit du nom de lac Castor. Comme maints autres types de l'Ouest, je me suis perdu en cours de route. Arrêté près d'un champ, je demandai au cultivateur de me dire comment me rendre au lac Castor. Il me répondit, «Oui, roulez quatre milles dans ce sens-là, tournez droit vers le sud... Non, non, vous vous perdrez sûrement en prenant cette route-là. Retournez sur vos pas, faites environ trois milles, puis tournez vers l'est... Non, vous ne vous y rendrez pas par cette route-là non plus. Vous savez, ajouta-t-il si je devais me rendre au lac Castor, je ne partirais pas d'ici.» Je lui ai alors dit, «Vous ne m'avez pas beaucoup aidé, vous n'êtes pas très intelligent, hein? Ce sur quoi il rétorqua, «Non, mais je ne suis pas perdu non plus.» Si je me sens un peu perdu, les honorables sénateurs me le pardonneront peut-être.

J'ai remarqué qu'à mon arrivée ici j'avais pour compagnon l'honorable sénateur Molson. Comme on dit dans le monde du sport, il s'agissait d'un essai, et on a fait un échange. J'ai perdu le sénateur Molson et j'ai maintenant comme compagnie l'honorable sénatrice Casgrain. Je dois dire ne pas avoir à me plaindre ni de l'essai ni de l'échange.